

adopteraient une politique d'hommes d'affaires. Au cours de la campagne électorale de 1935, on proclamait sur les affiches et les circulaires électorales: "Cessez de figurer sur les listes de secours directs pour figurer sur les listes de paye! Votez pour les libéraux! Elisez-nous et nous ferons quelque chose pour vous!" Après la victoire du parti libéral et la formation du nouveau cabinet, ces nouveaux administrateurs eussent dû consacrer tous leurs efforts à des mesures pratiques. Ils eussent dû se servir autant que possible de l'organisme existant, comme par exemple du bureau de la statistique et de ses experts. Ils auraient pu avoir recours aux députés élus, mais ils ne l'ont pas fait et ils ont créé une commission qui a coûté au pays \$200,000 ou \$300,000. Le gouvernement a refusé d'assumer la responsabilité qui lui incombait.

Le moins que je puisse faire, c'est de faire mieux que le Gouvernement. Je désire faire appel à l'unité nationale pour remédier au chômage. La politique du Gouvernement, au lieu de favoriser l'unité nationale, a grandement contribué à la détruire. Nous assistons à des discordes entre les diverses parties du pays, entre les diverses catégories de travailleurs, entre le travail et le capital, entre les gouvernements provinciaux et le Gouvernement fédéral. Tout le monde est méfiant par suite de la conduite du Gouvernement. Les gens de telle ou telle partie du pays sont portés à croire que la prospérité dont jouit une autre partie est cause des privations et de la misère dont ils souffrent. De ce qu'il y a du chômage, on blâme les banques, on blâme les chemins de fer, les syndicats ouvriers, le temps qu'il fait, mais c'est le Gouvernement lui-même qui est à blâmer. On devrait faire comprendre au peuple que la prospérité qui règne dans une partie du Canada n'est pas ce qui rend tout le Canada prospère et qu'une partie du pays ne peut guère être prospère quand les autres parties sont aux prises avec la pauvreté et la misère.

Ce qui rend le problème difficile, c'est l'augmentation énorme des dettes fédérales et provinciales. C'est aussi le coût énorme de l'administration. Il en résulte des impôts excessifs. Tous veulent devenir fonctionnaires parce qu'ils ne peuvent obtenir d'emplois dans l'industrie. Tous recherchent la sécurité économique et c'est là ce qui semble le seul moyen de l'obtenir. Le Gouvernement doit prendre l'initiative pour la formation de l'opinion publique et pour faire cesser cet excès de frais administratifs.

C'est en premier lieu au moyen des exportations de marchandises et de services dont les nations créancières ont besoin, que nous devons payer les énormes intérêts sur la dette publique. Il n'y a pas ici de marchandage

possible. Le Canada doit payer au moyen de marchandises et de services; il n'y a pas d'autre moyen de le faire. Le Canada ne peut se permettre d'acheter de l'étranger plus de marchandises et de services qu'il ne lui est absolument nécessaire car cela augmenterait encore notre dette et nos obligations envers l'étranger et accentuerait le chômage. Nous aurions au Canada tout ce qu'il faut pour nous assurer une abondante prospérité si seulement nous avions à notre tête un bon gouvernement. Il faut donner aux Canadiens la possibilité de produire. Nous avons des producteurs primaires de plusieurs produits qui épuisent nos ressources naturelles, comme par exemple le bois à pâte, le papier, les produits minéraux, le bois de construction et le reste. Nous avons des producteurs d'autres choses qui se remplacent chaque année, comme les produits agricoles, le blé, les bestiaux, les animaux et le reste. Nous avons des produits dérivés du service, comme le tourisme, les assurances, les chemins de fer et le reste. Nous avons des producteurs secondaires, qui forment la très grande majorité de notre population. Par suite d'un manque de directions de la part du Gouvernement et d'une propagande déloyale, il s'est créé des préjugés. Telle ou telle catégorie d'industrie est convaincue que l'aide accordée à une autre catégorie va lui être préjudiciable et va même l'insulter. On veut de la protection pour soi-même, non pas pour les autres. On ne peut assurer la continuité de l'emploi dans une industrie sans assurer la sécurité des travailleurs des autres industries. Ce qu'il faut considérer avant tout, c'est que toutes les classes de gens qui se livrent à l'industrie, les cultivateurs, les médecins, les avocats et tout le monde ont besoin de tout ce qu'ils peuvent obtenir du marché domestique; plus ils en obtiendront, plus nos gens seront assurés de la continuité de leur emploi.

Le ministre a traité de presque tous les aspects de la question, sauf du plus important. Ce qui est urgent dans la lutte contre le chômage, c'est l'unité nationale. Le ministre n'a pas traité de l'article du programme ministériel relatif au marché domestique, relatif à la doctrine exprimée par cette formule: le Canada aux Canadiens. La crise du chômage nécessite une intervention d'ordre national, laquelle peut entraîner des sacrifices pour certaines catégories de la population tant que n'aura pas été réalisé l'équilibre approprié de l'emploi dans les divers domaines de l'industrie. Il faudra évidemment secourir ou dédommager ceux à qui on a demandé de consentir des sacrifices, mais il en résultera moins de frais que de secourir des chômeurs aptes au travail.

Enfin, après trois ans, nous recevons le rapport de la Commission nationale de placement